

L'avenir des jeunes hypothéqué

Par [JFB](#) le ven 17/02/2012 - 13:28

Le HaHa, réseau d'étudiants contestataire



Non, le «HaHa» (Hallgatói Hálózat) n'est pas un

grand fou rire car dans ce contexte, celui de la réforme de l'enseignement supérieur, c'est plutôt la colère et la contestation que veut exprimer ce réseau d'étudiants. Il s'est constitué en mai 2011 au moment de l'annonce de cette réforme. Zsolt K. Horváth, historien, professeur au département Média de la faculté de lettres de Budapest, mais aussi militant et porte-parole du HaHa revient sur les mesures gouvernementales affectant le système universitaire.

JFB : Comment s'est constitué le HaHa ? Qui sont ses membres ? Qui fédère-t-il ? Comment fonctionne-t-il ?

Zsolt Horváth : Hallgatói Hálózat, appelé plus simplement HaHa, signifie tout simplement réseau d'étudiants. En mai, lorsque les premières informations sur les réformes de l'enseignement supérieur nous sont parvenues, nous nous sommes retrouvés entre professeurs et étudiants à l'intérieur des quelques « szakkollégium », ce sont des ateliers universitaires thématiques, en théorie sociale par exemple. Nous avons décidé de nous fédérer de manière interuniversitaire pour créer une

force de contestation face aux mesures gouvernementales sur l'enseignement supérieur que nous jugeons injustes. Notre réseau est une structure spontanée, sans statuts, sans bureau, sans chefs. Nous fonctionnons sur le principe de la démocratie participative. Le réseau est constitué d'un vivier d'une vingtaine de personnes issues de la communauté universitaire. Nous communiquons par l'intermédiaire de différents média tels que hvg, eduline, index, Népszabadság ou Moha, le journal étudiant mais aussi, et bien évidemment, via les réseaux sociaux comme Facebook. C'est ainsi que nous arrivons à mobiliser de nombreux étudiants de toutes universités et lycéens, à Budapest et en Province, pour des universités populaires comme en novembre et décembre dernier, pour des débats sur l'enseignement supérieur comme le 10 juin 2011 à Corvinus, symbole de la réforme, pour une flash mob comme le 20 janvier dernier au salon de l'étudiant (http://www.youtube.com/watch?v=MUK_QF5octg) ou pour des journées de manifestations comme celle du 15 février.

JFB : Existe-t-il des syndicats étudiants en Hongrie ?

Z.H. : Non, il existe une seule et unique organisation de représentation étudiante qui s'appelle le «HÖK». Le HÖK est financé par l'Université et donc inféodé d'une part à la direction universitaire et d'autre part au pouvoir politique en place. Comme les partis politiques, le HÖK est constitué d'un bureau national (HÖOK) et de fédérations dans les universités de la capitale et de province. Sa structure est très hiérarchisée. Les représentants du HÖK sont élus et il est «de tradition» que ces mandats de représentants des étudiants soient une sorte de tremplin politique et permettent à nombre de ces jeunes gens de parvenir ensuite, à la fin de leurs études, à des mandats politiques, à des postes au sein de ministères, ... Pour cette raison principale, le HÖK reste effacé quand le gouvernement présente une série de mesures qui hypothèque l'avenir des étudiants. Il refuse la confrontation. Par ailleurs, et plus grave encore, c'est un « secret ouvert » que le Jobbik, parti d'extrême droite, est très présent au sein de quelques HÖK. Probablement pour des raisons à la fois politiques, et de concurrence, la relation entre HÖK et HaHa est très tendue, celui-là ne tolère guère la présence de HaHa dans les facultés. Par exemple il est interdit de poser des affiches dans le campus sans l'autorisation du HÖK. Dès lors, pour ce qui nous concerne, la communication avec les étudiants se fait via internet. Enfin, cette organisation d'étudiants est souvent connue pour ses scandales, notamment dans des affaires de corruption. En somme, le création du

HaHa ne vise pas à critiquer ou contrebalancer le HÖK, mais justement il est là pour donner une alternative aux étudiants. Mobiliser, réagir directement d'une manière autogestionnaire, c'est notre but principal.

JFB : Pouvez-vous nous expliquer en quoi consiste la réforme de l'enseignement supérieur ?

Z.H. : Une des mesures phare de la loi sur l'enseignement supérieur, entrée en application le 2 janvier 2012, est l'augmentation des frais de scolarité, de manière conséquente. Ils sont déjà inégalement répartis aujourd'hui entre les différentes filières (les frais de scolarité en médecine par exemple sont très élevés). Si on prend une fourchette large, les frais de scolarité varient entre 2000 et 7300 euros annuels, ce qui est nettement plus élevé qu'en France ou en Allemagne. Le montant varie également de la Licence au Master. L'augmentation des frais de scolarité rendront impossible le suivi d'un cursus universitaire pour certains lycéens, ceux qui n'appartiennent pas aux classes sociales moyennes ou supérieures. Ceci d'autant plus que l'autre mesure phare de la réforme est la réduction drastique du nombre de boursiers.

JFB : Comment fonctionne justement le système d'attribution des bourses ? Et quels seront les étudiants touchés en premier lieu par la baisse des aides de l'Etat ?

Z.H. : Les bourses en Hongrie sont délivrées sur la base de barèmes établis pour les résultats du Baccalauréat. En fonction du nombre de points et de bonus obtenus à cet examen, le lycéen pourra bénéficier ou non d'une bourse pour ses études universitaires. Les décrets d'application que le gouvernement vient de prendre en la matière diminuent son soutien financier aux étudiants mais là aussi plus dans certaines filières que dans d'autres : en facultés d'Economie (Corvinus notamment), seulement une dizaine de bourses seront attribuées à partir de la rentrée prochaine au lieu de 300 précédemment ; en facultés de Lettres, les bourses subiront une baisse de près de 60% ; pour les facultés de droit, c'est la même chose que pour l'économie. Autre détail d'importance, les boursiers devront rester sur le territoire hongrois le double du temps passé à la faculté (avec des variantes selon les filières). Malgré les discours de façade du gouvernement, la logique d'une telle réforme est

uniquement budgétaire. Des experts, sociologues de l'éducation l'ont d'ailleurs démontré et prouvé qu'une telle réforme n'est pas soutenue socialement. Et puis, il ne faut pas oublier de mentionner que les bourses dites «sociales» disparaissent. L'avenir des étudiants, et particulièrement ceux qui ont des problèmes de ressources, est aujourd'hui sacrifiée sur l'autel de la rigueur budgétaire.

JFB : Comment pourront faire les étudiants dès lors pour suivre des études supérieures ?

Z.H. : Ils devront recourir au «diákhitel», le prêt étudiant. Ce qui signifie qu'ils débiteront leur vie professionnelle avec un emprunt à rembourser. La plupart des parents ont encore du mal à comprendre cette logique et les conséquences lourdes que cela génère pour leur enfant.

JFB : Peut-on parler de défaut de démocratie dans l'enseignement supérieur ?

Z.H. : Oui, aujourd'hui plus que jamais, dans l'enseignement supérieur et tous les autres domaines également. Il y a eu au moment de la transition politique, au début des années 90, une tentative d'instaurer des règles démocratiques dans toute la vie sociale en Hongrie. Mais progressivement, le champs politique s'est refermé. Les caractéristiques du système communiste se transposent dans un système dit «démocratique» et paralysent le fonctionnement de cette démocratie. Il n'y a aucun type de concertation actuellement entre le pouvoir politique et les experts. Tout devient très politisé, centralisé et donc aberrant. La loi énonce que son objectif est de «former une classe moyenne nationale, fidèle à la droite et à ses valeurs». Rózsa Hoffmann, la ministre de l'Education, a indiqué quant à elle que l'intelligentsia issue des facultés de Lettres, Droit, Economie ne produisait rien. C'est une notion triviale du travail. L'Etat a aussi créé une école supérieure de l'administration (Nemzeti Közzolgálati Egyetem), sorte d'ENA hongroise, afin de former les élites. Sa logique est claire, mais que deviennent ceux qui ne font pas partie de ces élites ?

JFB : Existe-t-il une alternative ?

Z.H. : De nombreuses organisations civiques s'organisent : solidarité pour la liberté de la presse, Un million pour la démocratie, le nouveau parti 4K! basé sur le rassemblement civil, l'association pour les droits de l'homme (TASZ), l'ONG écologiste Védegylet...Il y a une véritable volonté de réveiller les consciences, de mener une réflexion commune avec des comités d'experts sur des sujets fragiles comme les universités, les médias, les SDF, les Roms,...). Mais quelles sont leurs limites ? Il faudra probablement penser à concrétiser politiquement ces forces, peut être à travers un leader fédérateur au sein du LMP, parti hétérogène, issu de la société civile. Côté université, notre réseau propose des solutions à travers les débats qu'il organise : il faut d'abord donner plus de pouvoir aux étudiants. Nous optons pour une démocratie participative au sein de la communauté universitaire qui permettra aux étudiants de se responsabiliser et de davantage s'engager. L'Université comme lieu est un autre sujet de taille car aujourd'hui tout est fermé, surveillé. On ne peut organiser un débat librement dans une salle de cours ou un espace commun, il faut l'accord préalable du HÖK et du doyen, une entrave réelle au fonctionnement démocratique de la vie universitaire.

JFB : Comment les étudiants réagissent-ils à toutes ces mesures qui les touchent directement ?

Z.H. : Malheureusement, et de mon point de vue, les étudiants, de manière générale, restent assez passifs, encore plus en Master car ils se sentent moins touchés par les mesures. Beaucoup disent qu'il feront leurs études à l'étranger en raison de cette réforme et de l'augmentation des frais de scolarité, mais il y a là encore un problème de financement car même si les frais scolaire sont moins élevés dans d'autres pays d'Europe, la vie elle est plus chère. Ce choix ne pourra donc être fait que par les étudiants les plus aisés, encore une fois, et il ne s'agit pas là de la majorité. Pour les plus pauvres, il n'y a pas d'alternative. Notre rôle est donc explicatif à l'égard des étudiants et lycéens. On doit leur tenir un discours clair avec des arguments simples mais concrets. Ils ont besoin de ce contre-discours, qui ne brosse pas le gouvernement dans le sens du poil, comme peut le faire le HÖK, mais qui leur parlent de leur avenir.

Indiquer page facebook

www.facebook.com/hallgatoi.halozat

hallgatoihalozat.blog.hu/

Pour HaHa de Pécs, voir

www.facebook.com/pages/Hallgat%C3%B3i-H%C3%A1l%C3%B3zat-P%C3%A9cs/337730...

Pour LÉK, membre de HaHa

www.facebook.com/torjukmegajeget?ref=ts

Gwenaëlle Thomas

- 2 vues

Catégorie

Agenda Culturel